

Perspectives Islamiques

Tahar Gäïd

L'Islâm et les valeurs occidentales

Le débat actuel porte sur la séparation ou le lien entre le politique et le religieux. Ceux qui lient les affaires politiques aux données de la religion sont taxés de théocrates, bien que l'histoire nous enseigne les mésaventures dogmatiques des régimes théocratiques. Quant à ceux qui, au nom de la laïcité, préconisent de placer un rideau opaque entre la politique et la religion, ils sont considérés comme les partisans de l'Etat de droit. Nous assistons même à une simplification des étiquettes accolées aux uns et aux autres. Toute personne qui s'oppose à l'islamisme est élevée au rang de démocrate. Toute personne qui défend les idéaux et les valeurs de l'Islâm devient un obscurantiste, un fanatique et un attardé. Certes, pour justifier cette qualification, on cite la déclaration de tel ou tel dirigeant islamiste qui dit que la démocratie est une forme d'impiété. Pourtant, on ferme les yeux sur les soit-disant «*démocrates*» qui dénie à une majorité de croyants tout droit de cité dans une société musulmane. On ne trouve rien à redire sur ces «*démocrates*» qui, bien que minoritaires dans un pays, ferment les colonnes de leurs journaux aux opinions et aux revendications islamiques.

L'absence de culture islamique, voire même de culture politique, quand ce n'est pas un désir forcené de parvenir au pouvoir ou de

soutenir quoi qu'il en coûte des idéologies contraires aux valeurs coraniques, font que ces «*démocrates*» ne prennent pas la peine de comprendre l'Islâm et ne se penchent pas, tant soit peu, sur les principes fondamentaux islamiques qui définissent les orientations de toute politique. Il est courant de voir que ceux qui s'attribuent le qualificatif de *laïcs* et de *républicains*, reprennent les critères et les schémas européens pour juger le projet social d'un mouvement islamique. C'est ainsi, pour ne donner qu'un seul exemple, que le concept d'«*Islâm politique*» est repris par une certaine presse algérienne, sans analyser comment et pourquoi les journaux français en sont arrivés à cette appellation. En vérité, les uns et les autres se trompent d'histoire et de méthodologie.

Il est aberrant, à moins que ce soit une intention délibérée et malhonnête, de prétendre que les analyses politiques, les activités gouvernementales, la spiritualité, les religions, les cultures et les civilisations sont les mêmes pour tous à travers les espaces et le temps. Il ne faut plus dès lors s'étonner que la formulation des imitateurs aveugles de l'Occident se calque sur les normes établies au-delà de la Méditerranée. C'est donc à partir des concepts, forgés par les maîtres de la manipulation des pensées, que des «*démocrates*» dits musulmans évaluent la situation de leur société. Comment agiraient-ils autrement puisque, dans leur esprit, démocratie veut dire Occident et chûrâ veut dire organisation théocratique ? Le malheur, c'est que certains musulmans, favorables, prétendent-ils, à l'application de la charîaa, arrivent à la même conclusion.

Il est certain que certains musulmans qui se disent «*bien pensants*» accrochent leur regard sur l'évolution des événements en Europe et sur le comportement des Européens, partant de l'idée que ces derniers tiennent dans leurs mains les clefs du renouveau de tout le globe terrestre. Aussi, se plaisent-ils à les prendre en exemple ou plutôt à reprendre à leurs comptes invariablement leurs concepts et leur conduite extérieure. Il ne fait aucun doute que l'Europe et les Européens ont atteint un degré de progrès élevé et enviable. Il est souhaitable que les sociétés musulmanes connaissent, à leur tour, les

bienfaits de «*la modernité*» dans le sens plein du mot, encore faut-il cesser de prétendre qu'il n'existe qu'un seul et unique modèle déterminant d'adaptation, opérationnel à travers toute la planète. Il va de soi que le projet de modernité d'une nation n'implique pas l'assimilation d'un peuple à un autre. Ce n'est certes pas un processus d'euphémisation ni de la part des Asiatiques ni de celle des Africains, encore davantage quand les exigences d'une culture fondée sur une religion entrent en considération.

Le religieux en Islâm n'a pas la même résonance que dans la conception judéo-chrétienne. Son domaine et celui du rationnel ne se combinent pas de la même manière. Cette différence se voit mieux dans la pratique politique, au sujet de la laïcité et de la démocratie. Il est vrai que la pensée occidentale ne pourra pas saisir cette relation du religieux et du politique parce qu'elle traite l'Islâm avec les normes et les critères hérités de son histoire. Pour elle, tout ce qui ne se contient pas dans ses formulations intellectuelles devient inapproprié au progrès. Il n'est plus étonnant que ses jugements sur cette religion soient faussés dès le départ. C'est ce qui explique aussi les adjectifs qu'elle colle maladroitement au mot «*Islâm*».

Autrement dit, il existe des spécificités, des différences que chacun se doit de respecter chez l'autre. Il est vain de la part de cette fraction relativement minime de musulmans de s'efforcer à marginaliser sa religion d'adoption. Il est également vain de la part des Européens de continuer à évaluer les sociétés islamiques en fonction de leurs propres critères. Cette perception de l'avenir ne fera qu'aiguiser les ressentiments, sinon la violence, de part et d'autre de la Méditerranée. L'histoire est là pour en témoigner. En effet, plus d'un siècle de colonisation française n'a pas changé, comme l'espéraient les colonisateurs, le paysage culturel en Algérie. C'est l'attachement des musulmans à leur culture et, d'une manière générale, à leur religion, qui dressa un obstacle sérieux à la dépersonnalisation.

Certes, des hommes politiques de chez nous s'étaient imprégnés des idées de la Révolution française, des droits et des libertés de

l'homme que des intellectuels et des penseurs de l'hexagone ont répercutés à travers les siècles. Certes, plus récemment, des universitaires algériens ont acquis les concepts des philosophes, des sociologues et autres économistes européens. Il n'y a rien de surprenant puisque l'Islâm, non seulement portait en lui ces nobles aspirations, mais s'est toujours enrichi d'apports étrangers dans la mesure où ils ne portaient pas atteinte à ses principes fondamentaux et à ses valeurs universelles. L'héritage hellénique que les musulmans ont travaillé à leur profit et retransmis en Europe, est un témoignage de la richesse des échanges d'idées. C'est dire que le fait de s'ouvrir aux connaissances d'autrui ne doit pas susciter des illusions et un espoir de bannir l'ordre islamique dans le cadre de la mondialisation, encore faut-il que ce dernier idéal ne soit pas une simple vue de l'esprit et que le premier ne s'engrange pas dans le passé.

L'adaptation de la charîaa

Rappelons tout d'abord que l'Islâm permet certaines choses et interdit d'autres. D'aucuns ne manquent pas d'accuser cette religion de priver ses adeptes d'une certaine forme de liberté, comme si les Constitutions européennes n'apportaient aucune restriction au comportement des citoyens de leur pays. Il est vrai que des «fuqaha» ont multiplié les tabous, transformant l'Islâm en une religion d'austérité totale. Ils ont, en réalité, inversé les rôles, parce que le Coran et la Sunna érigent la permission comme condition première. Les énoncés de ce qu'ils interdisent sont clairs et leur nombre est réduit. Les limites imposées servent d'indicateurs à la manière du code de la route qui, bien que restrictif, ne laisse pas moins une très grande marge de manœuvre à la circulation. Autrement dit, celle-ci est partout libre, sauf dans les cas précisés par la réglementation. Il ne viendrait pas à l'esprit du gendarme d'interpréter à sa manière ce code de la route pour y ajouter de nouvelles interdictions.

Ainsi, dans le domaine religieux, le Créateur indique à Ses serviteurs un ensemble de valeurs relatives à leur comportement. S'Il

pose quelques bornes à leur conduite, Il ne bouche pas pour autant leurs horizons. En d'autres termes, Il établit quelques interdits, mais Il leur laisse un champ de réflexion et d'action très large. C'est dire que tout est permis, sauf ce qui contrarie manifestement une prescription. A cet effet, le Prophète dit :

«Ce qui est licite est évident, comme est évident ce qui est illicite. Entre le licite et l'illicite, il est des choses (ou actions) qui suscitent le doute et que bien peu de gens connaissent. Celui qui se garde de ces choses (ou actions) préserve par là même sa religion et son honneur. Celui qui tombe dans ces choses (ou actions) douteuses s'aventure en fait dans l'illicite. A l'exemple du berger dont les bêtes pâturent autour d'un enclos autour d'un enclos dans lequel elles risquent à tout moment d'entrer, tout souverain possède un domaine réservé : celui de Dieu est l'ensemble de ses interdictions. – Il est dans le corps un morceau de chair qui, s'il est sain, rend tout le corps sain ; mais s'il est corrompu, tout le corps se corrompt : certes, il s'agit du cœur».

La vie moderne interpelle l'ensemble des musulmans au sujet de l'adaptation de l'Islâm aux réalités vécues. Cela implique, de leur part, une nouvelle formulation des questions fondamentales en relation avec les affaires sociales, appelées en droit musulman *al-mu'âmalât*. Cela est même impératif chaque fois qu'ils observent que des traditions héritées des anciens ne sont plus compatibles dans un monde où les relations intérieures et internationales, fondées sur la démocratie, couvrent de plus en plus le terrain de l'ensemble des continents. La charîaa, c'est-à-dire le Coran et la Sunna, l'exige d'eux quand ils constatent que des aspects de cette tradition ne se conjuguent plus avec son essence. Cela revient à dire qu'il convient aux musulmans, pour résoudre leurs problèmes, de réviser le discours juridique, en l'occurrence le fiqh, en y apportant des réformes appropriées. A cet effet, il y a lieu, pour un grand nombre d'entre eux, de comprendre parfaitement la dimension sociale de leur religion.

La pratique religieuse consiste aujourd'hui à se conformer à une partie de la charîaa et à négliger l'autre. Les musulmans se comportent

comme si le blâme adressé par Dieu aux fils d'Israël qui appliquaient un aspect de la Loi et tournaient le dos à un autre ne les concerne pas. Ils feignent d'oublier que l'histoire ancienne est rappelée pour servir d'enseignement au comportement présent et futur des croyants. Aussi réduisent-ils l'Islâm aux prescriptions culturelles comme si l'adoration de Dieu se limitait aux cinq piliers que des 'ulama expliquent encore en reprenant les écrits des anciens. Ils s'imaginent faire preuve d'imagination en reproduisant les idées des premiers fuqaha alors qu'ils ne font que recopier le fond en changeant la forme. Ils idéalisent la jurisprudence comme si ses règles suffisaient à elles seules à résoudre les problèmes contemporains. Il est certain que sa connaissance est nécessaire car tout ce qui s'y contient n'est pas à enfouir dans les oubliettes de la mémoire. Il ne reste pas moins que ce qu'il y a de positif ne garantit pas à lui seul le progrès.

Pire encore, d'aucuns recourent à la violence pour instaurer un Etat islamique, fermant leurs cœurs à la déclaration du Prophète pour lequel l'encre des savants est préférable au sang des martyrs. C'est dire qu'au lieu de s'appesantir sur le *halâl* (le licite) et le *harâm* (l'illicite), - il ne faut pas pour autant ignorer ce que Dieu a permis et ce qu'Il a défendu-les musulmans gagneraient à s'ouvrir aux sciences modernes pour résoudre leurs problèmes philosophiques, sociologiques, psychologiques, économiques etc., à la lumière du Coran et de la Sunna. Autrement dit, il est de leur impérieux devoir de se consacrer aux sciences humaines et d'apporter au monde leurs contributions quant à la connaissance de l'homme et de la société, d'une part, et à la recherche de meilleures solutions à résoudre leurs problèmes, d'autre part.

Sans cet effort, il est vain de prétendre avoir une bonne et constructive perception du présent et de l'avenir, comme il est dérisoire de proclamer son identité islamique dans un monde en perpétuel changement. Se laisser emprisonner dans le passé, c'est demeurer constamment sur la défensive et surtout en complète sujétion des produits culturels de l'étranger, puisque aucune production originale ne résulte de leurs efforts. Ce n'est certes pas

en ressassant la gloire du passé qu'ils modifieront le vécu et transformeront le lendemain. C'est plutôt en recensant les priorités et en franchissant graduellement les étapes qu'ils arriveront à leur fin. Qu'ils songent que Dieu, dont le seul énoncé du «soit» que la chose «est» a pourtant révélé le Coran en vingt trois années. C'est donc qu'Il nous a indiqué la Voie (*charîaa*) mais aussi la méthode de réfléchir, de raisonner, de produire et d'agir.

Les «*fuqaha*» ont divisé la pratique religieuse en '*aqâyid* (les dogmes), '*ibâdât* (l'aspect cultuel) et *mu'âmalât* (les relations ou les affaires sociales). Ces trois composantes, intimement liées l'une à l'autre, forment la relation de l'homme avec Dieu. Il a été signalé, au début de l'exposé, que les musulmans s'attachaient aux deux premiers domaines et, exception faite du statut familial, ils négligeaient le troisième volet. Si, par exemple, nous nous arrêtons aux cinq piliers de l'Islâm, nécessaires et indispensables à la compréhension de l'Islâm, nous comprenons qu'ils constituent des fondements. Et dans toute construction, il y a nécessairement un édifice. C'est dire que le *tawhîd*, qui oriente toutes les activités, et les '*ibâdât*, qui en sont les manifestations apparentes, ne sont que le commencement d'un processus qui, passant par les *mu'âmalât*, aboutit à la formation d'une pensée et à la construction d'une société définie par les prescriptions divines. Il en résulte que la Révélation couvre toutes les activités de la vie humaine, en les reliant les unes aux autres. C'est d'ailleurs là le sens étymologique du mot «religion» : il signifie «relier».

Il s'ensuit que l'Islâm est un mode de vie, un comportement moral, une culture, un système politique, économique et social. Le Coran et la Sunna éclairent les musulmans et leur indiquent la voie à suivre, les choix à effectuer, la méthode à appliquer et les buts à atteindre. La Religion de Dieu n'est pas seulement réflexion et méditation, élaboration et codification des lois ; elle est aussi action. Ce n'est pas sans raison que le Livre de Dieu relie chaque fois la croyance aux bonnes œuvres (*al-a'mâl as-sâlihât*). A cela s'ajoutent les dires du Prophète dont les enseignements joints à ceux de son Seigneur traitent de l'amour filial, des parents proches, de la relation des musulmans

entre eux et avec les non-musulmans, aussi bien en temps de paix que de guerre, du choix de leur représentant etc. C'est donc dans l'activité quotidienne que la profondeur de la foi en Dieu s'évalue et se mesure.

C'est cette globalité, dans ses principes et ses orientations, qui fait dire à certains que l'Islâm prêche le fondamentalisme. Disons tout d'abord que ce terme, en Islam, ne revêt pas le même sens que la terminologie chrétienne lui a revêtu. En effet, le Coran fait appel à la raison humaine et s'ouvre sur le changement de la pensée et de ses adaptations.

Il est certain que la charîaa reste opérationnelle à travers les temps et les âges. Le Coran est bien la Parole de Dieu, absolue et transcendante. Elle a été révélée une fois pour toutes jusqu'à l'extinction du monde dans lequel nous vivons. Il convient de rappeler que la descente des versets se faisait graduellement en fonction des événements et des circonstances vécues par la génération du dernier des envoyés. La particularité des faits historiques de cette époque et la spécificité de leurs conditions sociologiques feraient croire que l'histoire ne se répète pas nécessairement et, par voie de conséquence, ce qui était observable pendant une période donnée, peut devenir suranné et caduc au cours de la phase ultérieure. C'est encore plus vrai quinze siècles plus tard. Mais ce qu'il faut savoir et retenir, c'est que les solutions apportées au contexte considéré étaient tout à fait relatives. A ce sujet, Tariq Ramadan donne cette clarification : *«C'est une réponse relative à l'événement historique daté : l'absolu révélé n'est pas dans la littéralité de la formulation, mais dans le principe général qui se dégage de la dite réponse. C'est ce qu'ont traduit les premiers juristes ; après Abû Hanîfa et ash-Shâfi'î, avec la notion de maqâsid ash-sharî'a : les objectifs, les principes d'orientation de la législation islamique»*. L'analyse de la Révélation éclairera mieux la question.

Le Coran ne renferme pas moins de 6238 versets. Abstraction faite de ceux qui couvrent les dogmes et les pratiques cultuelles, il y a à peine 228 versets, soit 3% du Livre de Dieu, qui exposent des énoncés du droit constitutionnel, du code civil et pénal, des

relations internationales, des questions économiques, etc. Avec des données aussi réduites, il est impensable de prétendre élaborer un projet de société stable, fixe et durable. Bien sûr, d'aucuns, et ils sont nombreux, élèvent le fiqh au même niveau que la Parole de Dieu et des dires du Prophète ; ils en sacralisent les règles. C'est, à notre sens, un blasphème de pérenniser une parole humaine au même titre que la Parole de son Créateur. En fait, la jurisprudence n'est qu'un droit positif, avec cette différence, il est vrai de taille, que son contenu se justifie par des versets du Coran ou par des hadîth-s. Il n'en reste pas moins que c'est une adaptation de la charîaa à une ou à plusieurs périodes données. Il va de soi que la Loi divine, concernant les «mu'âmalât», se prête à différentes applications, suivant les époques et les espaces géographiques. C'est ce qui s'appelle *al-ijtihâd* que les anciens avaient pratiqué en leur temps.

Cela est tout à fait compréhensible pour celui qui cherche à comprendre la révélation en toute objectivité et sans le moindre fanatisme. A moins d'être extrêmement borné, il saura que le Coran énonce des principes directeurs et des axes d'orientations. Il n'y a pas de doute pour le croyant sincère que l'intangibilité de leur *essence*, ne fait l'objet d'aucune discussion. Il ne viendrait pas à l'idée d'un esprit épris de liberté de remettre en cause les droits universels de l'homme. De la même manière, il est inimaginable pour un bon musulman, qui croit en Dieu et en la vie dernière, d'abroger une ou l'autre des valeurs universelles du Livre sacré. Celles-ci émanent de Dieu. Elles constituent des points de repère et des références à l'universitaire, à l'homme politique et, bien entendu, au juriste. Elles servent à apporter des réponses aux problèmes posés par l'évolution des sociétés, la diversité des langues (sourate trente, versets 29 et 30) et des cultures qui s'accompagnent du changement des mentalités. C'est dans ce sens que se comprend cette vérité : la charîaa est valable à tous les temps et à toutes les époques. Comme le dit Tariq Ramadan, «*le musulman est mis en demeure de respecter l'ordre divin qui a voulu le temps, l'histoire et la diversité*».

Comme nous le constatons, l'Islâm n'a rien de ce fondamentalisme, dont il est accusé à tort, puisqu'il ne fige pas la pensée dans un cadre rigide. Bien au contraire, sa philosophie de la vie le conduit à la parfaite synchronisation des principes absolus du Coran, non seulement avec son époque mais aussi aux réalités vécues par la société pour traduire correctement et rationnellement dans les faits les orientations coraniques ; il convient de comprendre comment l'Islâm appréhende l'homme dans son univers et sa relation avec les Droits de Dieu. C'est à partir de ces considérations qu'il est possible de comprendre la conception islamique de la modernité, laquelle, précisons-le, n'est pas uniforme. Quoiqu'il en soit, la modernité ne se sépare pas du progrès dont la voie et l'issue ne sont pas les mêmes pour tous, car elles ne se définissent pas comme une recette de cuisine, importée sans rien changer aux ingrédients

Certains pourraient déduire ceci : du moment que la vie sociale en Islâm est limitée à quelques orientations, que le permis ouvre de larges perspectives et que le changement s'inscrit dans les données coraniques, nous sommes donc à l'aise pour emprunter à l'Autre, sans distinction et sans discernement, les éléments culturels et civilisationnels qui ont fait la grandeur de l'Europe. C'est tout simplement du laxisme, voire une paresse intellectuelle, un abandon de sa dignité et un penchant pour un mimétisme dégradant. C'est, en définitive perdre son âme. Pourtant, il ressort de notre bref exposé, que l'Islâm énonce des principes et des axes de réflexion qui sont autant de fondements sur lesquels repose la vie sociale, politique et économique à partir de laquelle se dessine l'identité islamique.

A l'inverse de ceux qui cherchent à jeter l'Islâm dans les oubliettes de l'histoire, il est déconcertant d'entendre des gens proclamer que le Coran et la Sunna sont la clef des problèmes vécus par la société musulmane, sans envisager d'établir un projet de société où s'incluent des objectifs, des priorités, des moyens et une stratégie. A la suite d'al-Châtibî, les juristes musulmans ont fixé un cadre de travail qui s'articule sur cinq principes fondamentaux à même d'orienter l'activité politico-législative.

1- L'élaboration du droit et l'activité politique prennent obligatoirement en considération la religion islamique (*ad-dîn*).

2- Tout projet de société porte sur les intérêts et les avantages (*al-maslahah*) de la personne humaine (*an-nafs*).

3- La conception et la réalisation de tout projet mettent la raison (*al-'aql*) à contribution dans les limites des prescriptions divines.

4- L'homme est le centre d'intérêt de toutes les préoccupations. Il est une composante de la famille, au sens large du mot, laquelle est un anneau d'une chaîne longue et complexe qu'est la nation d'où le besoin de prendre considération la filiation (*an-nasl*).

5- Enfin, une nation s'édifie avec les richesses contenues dans son sol et recelés dans son sous-sol d'où l'exploitation rationnelle des biens (*al-amouâl*).

Le projet social

1. L'individu et la famille

L'Islâm véhicule aussi bien des valeurs spirituelles que des valeurs matérielles, les unes conditionnant les autres. C'est dire que le musulman n'est pas celui qui se trouve constamment en prosternation, bien que la puissance de son Créateur ne s'évacue pas de sa pensée : *«Recherche dans ce que Dieu t'a donné, comme biens, la demeure dernière. Ne néglige pas ta part de la vie de ce monde»*. Il est vrai que la vie présente prépare le croyant à la vie dernière sans pour autant lui interdire de rechercher sans cesse le mieux-être. Cela ne peut pas se concevoir sans effort dans le travail. L'homme, dit le Coran, n'obtient que le produit de ses actes.

C'est pourquoi, l'homme n'a pas été créé pour supporter les événements. Non seulement il les vit, mais participe à leur avènement. L'avenir ne s'impose pas à lui mais il contribue à le façonner. C'est à ce titre que le Coran le rend responsable de ses actes aux

multiples facettes, qu'elles soient purement religieuses ou profanes. Et pour cela, il doit savoir et avoir conscience de ce qu'il fait. L'ignorance ne l'aide pas à s'activer ou alors il devient un objet manipulé par la minorité qui le dirige, ballotté par le flux et le reflux des tractations politiques dont il ne connaît que la façade parce qu'il en ignore les tenants et les aboutissements, d'où la nécessité d'une information sans fard, quand il ne s'agit pas des vrais secrets d'Etat et d'une fluide communication.

Autrement dit, la politique de vérité et de transparence doit être de rigueur. L'Islâm situe cette politique de vérité et de transparence dans le cadre de la réalisation du bien (*al-a'mâl as-sâlihât*). Ce n'est donc pas sans raison que Dieu, parlant des membres de la Communauté musulmane, dit : *«Vous commandez le bien et vous interdisez le mal»* et *«Ne recherchez pas la corruption sur terre. Dieu n'aime pas ceux qui sèment la corruption»*. C'est ainsi que l'homme, en pleine connaissance de cause, rendra compte au Seigneur de ses œuvres le Jour de la résurrection. Cet homme agit au sein d'une grande famille, celle de la nation, mais son activité se manifeste d'abord au sein d'une cellule plus restreinte, celle qui se compose du père, de la mère, des enfants, voire même des proches parents.

Quand nous observons le comportement de beaucoup de jeunes Européens vis-à-vis de leurs parents, quand nous assistons à la liberté qu'ils prennent avec eux, témoignant de la sorte leur volonté d'indépendance, les partisans de la modernité à l'occidentale pensent que le rôle de la famille a perdu de son caractère unificateur et que sa fonction de cellule de base de la nation appartient à un âge révolu. D'ailleurs, cet esprit individualiste a gagné de larges couches de la jeunesse algérienne, en particulier celle des villes. Il est peut-être vrai qu'il est dû au problème du chômage et à l'absence d'un habitat décent pour tous. Malheureusement, ce phénomène se vérifie au sein des catégories sociales dites aisées. Il n'est qu'à remarquer le nombre de pères et de mères abandonnés, démunis, abandonnés à leur sort par leurs enfants. Les jeunes couples, avec deux ou trois enfants, préfèrent se soucier de leur avenir, en se délestant du fardeau de leurs parents

directs. C'est à travers cet aspect de la vie moderne, un parmi tant d'autres, que l'Islâm se différencie de l'Occident.

La référence de la vie moderne islamique porte sur la sauvegarde et le respect des structures familiales. L'Etat se fait une obligation de prendre toutes les dispositions, afin de préserver ce fondement coranique : *«Ton Seigneur a décrété que vous n'adoriez que Lui. Il a prescrit la bonté à l'égard de vos père et mère. Si l'un d'entre eux ou bien tous les deux ont atteint la vieillesse près de toi, ne leur dis pas «fi !», ne les repousse pas, adresse-leur des paroles respectueuses. Incline vers eux, avec bonté, l'aile de la tendresse et dit : Mon Seigneur, sois miséricordieux envers eux, comme ils l'ont été envers moi, lorsqu'ils m'ont élevé quand j'étais enfant»*. Il ne manquera pas de relever que l'amour filial est une des conditions de la foi qui se situe immédiatement après l'adoration de Dieu..

L'autre aspect essentiel de la vie moderne islamique est celui de la *concertation*. Là, ce sont plutôt certaines conceptions traditionnelles dont il faudrait se débarrasser. Cette idée que l'homme est le chef de famille et que cela lui donne tous les droits est une fausse interprétation du Coran. S'il est tenu d'assumer la responsabilité de subvenir aux besoins matériels de son épouse et de ses enfants, cela ne lui accorde pas la liberté de se passer des opinions et des avis de celle qui partage les joies et les peines de la vie quotidienne. Cette notion coranique de concertation ne s'applique pas uniquement au niveau de l'Etat, des administrations, des assemblées et de la représentativité politique, mais elle intervient au niveau de la cellule de base de la nation. Quand, pour un cas relativement mineur, celui de l'allaitement de l'enfant, le Livre de Dieu exhorte les conjoints à se concerter, qu'en serait-il alors pour toutes les autres questions qui s'appliquent au présent et à l'avenir de leur famille ? Cette relation, faite de discussion et de concertation, est d'autant plus nécessaire que les problèmes de la vie moderne sont plus nombreux et divers qu'ils ne l'étaient au moment de la révélation.

Un autre aspect et non des moindres concerne les intérêts vitaux de l'individu et de la famille. Il revêt un caractère juridique. L'Etat a pour fonction de réprimer les abus et les dépassements de la loi, mais aussi et surtout d'instaurer *la justice* entre les membres de la société. Il doit veiller à ce que l'éventail des inégalités sociales ne soit pas très ouvert. Pour cela, il est tenu d'accorder à chacun les possibilités et les moyens de concrétiser cet objectif. A cet effet, il convient d'analyser les textes fondamentaux dans un ensemble, de manière que l'ordre social se fonde sur la justice et le droit de chacun de vivre décentement. Ainsi, en considérant le contexte social dans lequel évoluent la société en général et la famille en particulier, et si une injustice résulte de l'application d'un de ces textes, l'Etat rétablit l'ordre des choses, soit sous forme de compensation au plus déshérité, soit d'apporter des rectifications provisoires au dit texte. Il est bien entendu qu'il n'est pas question de l'abroger mais de lui apporter des aménagements. Il redevient opérationnel, aussitôt faite la restauration d'un certain équilibre social.

2. L'ordre social

Toutes les composantes des pratiques culturelles revêtent un caractère communautaire. Du moment que le sentiment religieux ne se conçoit pas sans une solidarité agissante fondée sur la manifestation d'une morale sociale, les membres d'une société musulmane ne peuvent que conjuguer leurs efforts dans le but de concrétiser un projet social explicité par l'enseignement islamique. Mais ce projet social ne se limite pas aux versets coraniques et aux hadîths qui ne constituent, en vérité, que des références. Dès lors, il convient, à partir des réalités nationales, de rechercher les possibilités, les moyens et les solutions appropriées à même de concrétiser dans les faits les droits individuels et collectifs et, partant, de réformer en profondeur le tissu social. Il s'agit du droit de l'individu d'accéder au minimum vital, du droit de la famille dans le contexte signalé plus haut, du droit à se loger décentement, le droit à la justice valable pour toutes les catégories sociales, le droit au travail et enfin le droit à l'éducation, pierre

angulaire de tous les autres droits, ce qui suppose la recherche et l'accès à toutes les disciplines du savoir. C'est que l'Islâm accorde une importance si grande aux connaissances de l'homme que le premier verset révélé a été : «*Lis ! Au nom de ton Seigneur*» et que Dieu a privilégié, en ce domaine, la créature humaine sur les anges.

Il convient d'ajouter le droit à *la solidarité*. Il ne faut pas croire que la seule aumône purificatrice, *la zakât*, peut élever le niveau social des individus et encore moins supprimer la pauvreté. Certes, cet «impôt», dont la dimension sociale n'est pas négligeable, a besoin d'être soutenu par une politique où chaque personne s'implique au niveau du quartier, de la région et de la nation tout entière. Si chaque individu prend en considération le droit du voisin, nous constaterons que par un enchaînement logique, la solidarité s'étendra à toute une ville. Et si chaque ville prend en compte cette parole du Prophète : «*L'ange Gabriel insistait tellement sur le droit du voisin que je m'attendais qu'il me dise que ce voisin avait un droit sur l'héritage du défunt de son autre voisin*», elle comprendra le haut degré de sa responsabilité dans l'élimination de la pauvreté. La responsabilité de l'Etat n'est pas pour autant exclue. La zakât et l'aumône volontaire ne sont qu'un support. Il est clair que la justice sociale relève des prérogatives des autorités à la tête des différentes structures administratives, impulsées par la conscience et l'éthique de l'autorité centrale.

Le succès d'une telle entreprise ne s'arrête pas à l'institution de banques islamiques en vue de supprimer le taux usuraire (*al-ribâ*). Il ne s'agit pas non plus d'appliquer les prescriptions du Coran et de la Sunna dans l'absolu. Sans une analyse des situations prévalant dans une société, les idées les plus généreuses n'aboutiront pas à des résultats bénéfiques. Il est probable que les règles coraniques deviennent inopérantes et peuvent même susciter de nouvelles distorsions dans la société. C'est dire qu'il ne faut pas se contenter de déclarer que le retour à l'Islâm suffit pour résoudre nos problèmes par enchantement. Il convient certes de porter sa confiance sur Dieu (*at-tawakkul*), mais ce que les musulmans oublient, c'est que le principe islamique

est celui-ci : *Compte sur toi-même et Dieu t'aidera*. C'est pourquoi le Très-Haut révèle qu'Il ne change rien à l'état d'un peuple si celui-ci ne change pas d'abord son comportement intérieur. Ajoutons également cette parole de notre Prophète qui répondit à celui qui, venu lui rendre visite, laissa son chameau en liberté, en disant que Dieu le gardera : «*Attache ton chameau et prie Dieu afin que l'animal ne s'échappe pas*».

Il en résulte que la foi en Dieu consiste à mettre en évidence les qualités humaines de l'homme et non pas en érigeant les Commandements divins en principes abstraits, vidés de leur substance pratique pour leur substituer la passivité et le fatalisme. Ce n'est pas également en appliquant littéralement les prescriptions du Seigneur, sans analyser le contexte où elles doivent être mises en œuvre, que les Musulmans résoudre leurs problèmes. Bien au contraire, l'adaptation, coûte que coûte, de la Loi divine, conduit à la contrainte, aux mesures coercitives et à l'emprisonnement. Or, comme le déclara 'Umar Ibn al-Khattâb : "*Comment peut-on prétendre asservir un homme alors que sa mère l'enfanta libre ?*"

Cela revient à dire que la révélation projetait de former un homme, fort de ses convictions islamiques, mais libre de ses choix. Elle a prévu, certes, des outils de répression, ce qui se vérifie d'ailleurs au niveau de tous les Etats de la planète, mais sachant que ce qui est interdit est peu de choses par rapport à ce qui est permis, elle a aussi envisagé des instruments pour gérer les affaires et assumer en toute conscience et en connaissance de cause les responsabilités qui s'impliquent. Agir autrement, c'est transformer l'application de la charîaa en un code entièrement répressif qui bafoue le principe de la chûra pour céder la place à un despotisme déguisé ou ouvert.

Si la seule mention de la charîaa fait frémir les cœurs sensibles, c'est parce qu'il y a des «islamistes» qui comprennent l'Islâm en commençant son application par l'interdiction de la mixité, le port du hijâb, la pousse de longues barbes hirsutes, les châtiments corporels, les flagellations, les mains coupées etc. C'est comme si toute la

religion de Dieu se résumait dans le code pénal ou tout simplement pour tranquilliser leur conscience Or, il faut se rappeler que Dieu a révélé le Coran, tout au long de vingt trois années alors que, comme il est dit dans le Coran, s'Il l'avait voulu, l'univers ne formerait qu'une seule communauté et tous ses membres seraient de fervents croyants.

C'est dire que la mise en œuvre de la charîaa exige l'élaboration d'un projet social où figurent des objectifs immédiats qui ne seront pas nécessairement tous d'inspiration islamique, car il n'est pas possible - c'est d'ailleurs valable pour tout autre système politico-économique - de construire quelque chose de valable et de durable dans une société minée par la corruption, les détournements de fonds et les pots de vin. Il est inimaginable de commencer à réprimer dans un pays où le taux élevé de chômage atteint les jeunes qui constituent l'une des principales forces productives. Il est impossible de couper des mains, quand la pauvreté atteint de larges couches de la population.

A cet effet, rappelons, pour conclure, que lorsque 'Umar Ibn al-Khattâb se rendit en Egypte, il vit sur une des places du Caire, un attroupement et apprit que le bourreau allait amputer un voleur de sa main. Il arrêta l'application de la sanction et, se rendant auprès du gouverneur, le menaça de lui couper la tête, au lieu de songer à trancher la main du voleur, car c'est sa politique d'injustice sociale qui était la source des vols.

3. chûrâ et démocratie

La notion de chûrâ implique celle de la diversité d'opinions et donc du pluralisme politique. Pour ce faire, la participation du peuple intervient dans le choix de ses représentants appelés à gérer les affaires de la nation dans les différents domaines des rouages administratifs de l'Etat. La représentativité suppose deux formes de compétences.

La première consiste à maîtriser les valeurs, les principes, les orientations et les objectifs islamiques. Il ne viendrait pas à l'idée d'un système de tendance socialiste de faire appel à des hommes politiques ou à des gestionnaires de haut rang qui ne possèdent pas une formation

socialiste théorique et pratique. De la même manière, il est inconcevable pour un régime de conceptions libérales de reposer l'avenir de la nation sur les épaules de dirigeants qui ignorent les fondements et les directions économique-politiques du libéralisme.

La seconde part de l'idée c'est que la gestion d'un pays ne se résume pas à la connaissance du Coran et de la Sunna. Autrement dit, ce ne sont pas seulement des théologiens qui assument les fonctions de l'Etat. Il ne s'agit plus de traiter les seules questions juridiques et morales, mais aussi de se concerter dans les domaines institutionnels, sociaux, économiques, technologiques etc. Ce champ opérationnel nécessite des compétences appropriées.

Il est inutile d'entrer dans les détails de l'élection du calife ou du président de la République (le nom importe peu, c'est le contenu de la fonction qui importe) et des autres élus de la nation, de la durée de leurs mandats, de la séparation des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire. L'Islâm ne s'oppose pas aux idées qui s'articulent autour de l'édification des sociétés modernes. Il y a cependant un critère que respectent aussi bien le dirigeant que le dirigé et qui se réfère à cette tradition : *«Le musulman doit écouter et obéir pour ce qu'il aime et pour ce qu'il déteste, sauf s'il s'agit d'une désobéissance aux principes du Créateur : si on lui impose une telle désobéissance, alors il n'y a plus d'écoute, ni d'obéissance».*

Ces quelques remarques contredisent ceux qui prétendent que l'Islâm est totalement étranger aux valeurs démocratiques ! Nous l'avons dit et nous ne cessons pas de le répéter : on n'évalue pas la philosophie de la vie en fonction des critères européens et du poids de l'histoire de l'Europe. De la même manière, on ne transpose pas des faits du passé dans les espaces de la vie contemporaine pour leur appliquer, des définitions actuelles, sans prendre en considération l'évolution de la pensée. Quoi qu'il en soit, les références islamiques ne sont pas tout à fait comparables au monde judéo-chrétien, bien que des similitudes puissent apparaître. Aussi, toute comparaison implique la connaissance des phénomènes qui ont abouti à la sécularisation,

d'un côté, et ceux sur lesquels se fonde l'organisation politique basée sur la concertation et les délibérations (la chûrâ).

L'histoire de l'Europe montre que l'Eglise détenait le pouvoir et le rattachait au dogme. L'ordre ecclésiastique se comportait comme s'il était le propriétaire de la terre, alors qu'il n'aurait dû être que le gérant. C'est cette fausse relation de l'Eglise avec Dieu qui a déclenché le processus de la sécularisation, afin de replacer les problèmes dans leur véritable contexte. Autrement dit, il fallait libérer la science et la rationalité de l'autorité dogmatique du clergé. Il convenait donc de redonner à l'homme la lieutenance dont le Créateur l'a investi et en faire le véritable gérant des biens de ce monde. A l'inverse de l'Eglise, l'Islâm reconnaît que le Seigneur possède ce qui existe dans les cieus, sur la terre et entre les deux. Il en sera l'héritier le Jour de la résurrection. C'est en ce sens que les Musulmans ont œuvré. Leurs travaux scientifiques ont été réalisés au nom de Dieu. Il n'y a pas eu de contradictions entre leurs activités humaines et les disciplines scientifiques dont les données sont dévoilées progressivement par leur Dispensateur. Leurs libertés ne sont pas non plus opposées à Sa Volonté.

Nous avons l'impression que des Européens, relayés par des intellectuels et des hommes politiques musulmans, s'efforcent de faire parcourir à l'Islâm, avec des siècles de retard, le même chemin suivi par le Christianisme, autrement dit, de faire croire que la religion de Dieu résiste à la science, au rationnel et au progrès d'une manière générale. Etant d'un dogmatisme absolu, elle est le fait de théologiens qui contrecarrent les libertés les plus élémentaires. Dès lors, il ne reste plus qu'à combattre cet Islâm, de le séparer de la pensée, en l'isolant dans les mosquées, en le marginalisant de la vie publique. C'est alors que les Musulmans, dans leur grande majorité, épouseront les mêmes idées de liberté que l'Occident au point, pourquoi pas, de légaliser les mariages entre deux personnes de même sexe ! puisque le pluralisme culturel, au même titre que celui en vigueur au-delà de la Méditerranée, n'a plus de limites. Au diable la morale coranique ! Vive l'homme sans maître ni Dieu !- C'est le dérèglement des mœurs.

Pourquoi recourir à de telles manœuvres, alors qu'il suffit de se pencher sérieusement et objectivement sur les enseignements du Coran et de la Sunna. Certes, des déclarations ou des écrits de certains 'ulamâ et de certains leaders islamiques laissent penser que l'Islâm dénie toute forme d'organisation démocratique. L'ignorance des sciences modernes ou l'ambition politique d'hommes qui n'ont en vue que le pouvoir et dont les horizons ne dépassent pas les frontières de leur société, ou la crainte malade de fourvoyer la religion dans le giron de l'Occident, trompent l'opinion nationale et internationale sur les valeurs réelles de l'Islâm. Pourtant, ce ne sont pas les similitudes qui manquent avec les fondements de la démocratie. Limitons-nous à la liberté d'opinion, à partir de laquelle le peuple choisit librement ses représentants. Il importe peu que ce soit en recourant à des élections ou à un autre système institutionnel. Le Coran et la Sunna n'ont jamais défini un cadre ou un modèle de représentation. Il n'est que d'étudier le mode de désignation des quatre premiers califes pour se rendre compte de la diversité des méthodes. La vie moderne offre à l'opinion une variété d'organisations électorales. Il appartient à l'Etat islamique d'opter pour la plus appropriée à ses réalités nationales.

L'essentiel, c'est de ne pas exercer de pression et de ne pas recourir à des moyens coercitifs sur l'opinion publique. Au contraire, sa participation clairvoyante doit être précédée en fin de compte par des explications sur les programmes des partis en présence. Encore faut-il que l'Etat entreprenne tous les efforts pour lutter contre l'analphabétisme, l'ignorance et la pauvreté. Un proverbe algérien dit que lorsque le ventre est plein il peut chanter. Autrement dit, la réglementation des élections et le bulletin de vote n'ont pas une grande signification, si l'électeur a faim et loge dans un taudis, parce que son salaire minimum est nettement inférieur au pouvoir d'achat. C'est dire que le phénomène social joue un rôle important dans la participation consciente et libre du citoyen.

Il s'ensuit -sur le plan international- qu'au lieu de combattre l'Islâm qui compte plus d'un milliard de fidèles à travers le monde, il est plus sage, dans l'intérêt de la paix universelle, de contribuer à rétablir ses

valeurs A cet effet, il convient d'accepter les différences culturelles qui, au lieu d'entrer en compétition, serviront davantage à enrichir le patrimoine de l'humanité.

En effet, qu'est-ce qu'être Musulman à notre époque ? Nous sommes assaillis par la propagande et l'information occidentales, au point de reprendre à notre compte les valeurs que l'Occident veut imprimer à nos propres concepts. Il en est ainsi du terme «islamiste». Un contenu déformant lui a été donné, tant et si bien que nous l'employons nous-mêmes d'une manière péjorative. Il en est ainsi également de l'opposition entre «*traditionalisme*» et «*modernisme*». Le premier s'applique à l'Islâm et le second ne couvre que la production intellectuelle de l'Occident, comme si le Coran et la Sunna appartenaient à un âge révolu. Cette idée est si ancrée dans certains esprits que nous constatons que des gens qui se disent pourtant Musulmans tourment en dérision des personnalités éminentes du monde musulman, se moquent sans exception de leurs activités et ridiculisent leurs travaux, sans discernement, croyant ainsi se mettre sur la même longueur d'onde que l'Occident.

Si, le retard intellectuel de la pensée islamique est réel, il convient de libérer les énergies et d'encourager toute création positive. Il faut se décomplexer, en acceptant la notion d'islamisme, il faut la dépoussiérer, la remettre sur ses véritables rails, l'enrichir dans tous les domaines des sciences de l'homme et de la société. Il est du devoir des intellectuels musulmans de définir le pourquoi du mouvement de la pensée, de préciser ce que nous sommes réellement et enfin de savoir nous démarquer du monde occidental, tout en nous insérant dans la sphère de la création universelle.

Depuis l'époque classique des promoteurs d'écoles juridiques et d'une manière générale, des sciences religieuses, le savoir humain n'a cessé de se modifier et de progresser, sous la pression des inventions et des découvertes. L'enrichissement des sciences de l'homme et de la société transforme aujourd'hui la physionomie socio-culturelle de

l'univers intellectuel. Il soulève chaque fois des questions qui nécessitent des réponses adéquates aux conditions mouvantes de l'économie et ses implications sociales et politiques. Les sociétés musulmanes n'ont pas échappé et n'échappent pas à ces bouleversements. Eloignées des sphères de la réflexion et du commandement durant les longues décennies de la période coloniale, leurs interrogations sur les multiples problèmes sont encore plus ardues et plus complexes.

Si les Musulmans manifestent leur fierté quant à la grandeur de l'Islâm, ils n'ignorent pas que les discours apologétiques ne comblent pas le retard intellectuel et que la répétition, sans relâche, du donné coranique et prophétique, sans le confronter au vécu, ne les introduit pas dans le monde de la modernité. Les principes qui ne s'attachent pas aux configurations historiques variables et ne déclenchent pas les mécanismes du développement n'apportent aucun remède au déphasage culturel et économique.

Or, à quelques exceptions près, la littérature islamique contemporaine se définit par la réactualisation des écrits des anciens, en leur prêtant des formes distinctes, sans que l'expression moderne de leur contenu en change le fond. D'un autre côté, plutôt que d'élaborer des théories et des conceptions neuves, inspirées et orientées par le Coran et la Sunna, la réflexion des politiques et des intellectuels en, général, quand elle s'exerce, s'alimente des travaux des politologues, psychologues, sociologues... occidentaux dont les résultats n'accrochent pas nécessairement les contingences des sociétés musulmanes. Il convient aussi de souligner que le pouvoir étatique des pays musulmans a imposé son idéologie conçue par les professionnels de la politique, sans accorder à la pensée la liberté de s'exprimer pour en dénoncer objectivement les constructions trompeuses, d'où l'absence de débats intellectuels profonds et la rareté de l'imagination créatrice.

Le Coran expose des valeurs axiales sur la création et la finalité du monde, sur la condition et l'émancipation humaine. Etant une source de constructions intellectuelles et pratiques, sa lecture

interpelle la raison non pour que l'homme s'enrange dans une contemplation et une méditation spirituelles qui le transportent hors de l'histoire terrestre, mais pour incarner les discours dans les réalités quotidiennes. Elle s'attache à relever dans les textes les idées à partir desquelles se conçoit, d'une manière dialectique, la philosophie du monde et de la vie qui, tenant compte de l'histoire dynamique des époques et des sociétés, témoigne de la transcendance de l'Absolu et tend, par conséquent, à libérer l'homme des contraintes humaines et matérielles.

Si le Coran renferme potentiellement tous les éléments de base du savoir, il n'en reste pas moins que leur objet appelle de profondes réflexions, des recherches soutenues, des recherches constantes et des applications appropriées. Les intellectuels musulmans, animateurs de la pensée contemporaine et de ses implications dans les divers domaines de l'édification, peuvent se libérer des acceptions toutes faites, en se plongeant dans des études plutôt que d'attendre la production des autres, beaucoup plus portée à la généralisation de leur société. Ils pourraient explorer les sciences actuelles de l'homme et de la société et les soumettre, de l'intérieur, à une critique constructive à la lumière de la Parole de Dieu. Il convient particulièrement de se situer sur un nouveau terrain conceptuel transdisciplinaire pour être à même de fonder, à partir de l'axiologie coranique, un système cognitif construit sur les réalités qui s'imposent à la pensée aujourd'hui.

Si nul ne peut altérer le texte du Coran, cependant son intelligibilité se conçoit à la lumière des contextes historiques. *«La Parole de ton Seigneur s'est accomplie en toute Vérité et Justice. Nul ne peut modifier Ses paroles»*. (S.6, 115). Sur le plan politico-économique et culturel, le champ de la connaissance qu'il met à la disposition de *«ceux qui comprennent»* (Coran) n'est pas balisé au point de refuser à l'intellect d'actualiser les concepts et à l'action humaine de leur donner la vitalité qui convient le mieux aux situations vécues, sans pour autant dévier cette Vérité et cette Justice des valeurs énoncées pour l'éternité.

C'est l'absence de l'activité intellectuelle qui justifie les agressions culturelles, lesquelles ne trouvent sur leur chemin qu'une armature vieillie, inopérante devant les défis lancés par la modernité occidentale, avec son cortège de rationalisme positif : scientisme, laïcisme, historicisme, athéisme, capitalisme sauvage et socialisme matérialiste, bien que les conquêtes des sciences humaines rendent désuètes, en totalité ou en partie, certaines de ces attitudes de la pensée moderne.

La construction des sociétés musulmanes se réalise, aujourd'hui, en occultant les valeurs islamiques du champ d'application politique, social et économique. Sous le fallacieux prétexte que l'Islâm appartient au patrimoine de tout un peuple, aucun groupe ne peut, dit-on, prétendre défendre à lui seul les principes et les orientations coraniques. Ce qui est vrai, à condition que tous ceux qui se réclament de l'Islâm se mettent à l'œuvre, «étant donné qu'être Musulman ne consiste pas seulement à pratiquer les cinq piliers de l'Islâm ou à faire sienne la culture islamique. Il s'agit également de bâtir un Etat et une société sur des fondements politiques et économiques énoncés par le Coran et la Sunna. Autrement dit, il convient de réfléchir et d'agir en vue de mettre en œuvre la Parole de Dieu dans tous les secteurs de la vie quotidienne. Sans le besoin de penser «Islâm» et la volonté d'action dans le même sens, le Musulman est en droit de se réclamer de sa qualité, mais il ne peut se prévaloir du titre d'islamiste, lequel doit sous-entendre croyance et action, en vue de la réalisation de tous les objectifs coraniques.

De prétendus «modernistes» reprennent à leur compte les idées façonnées par l'Occident, rejettent la qualification «d'islamiste» sous prétexte qu'elle connote une mentalité traditionaliste. Certes, l'islamisme reprend à son compte les valeurs normatives qui portent sur la piété, sur l'assainissement des mœurs et, d'une manière générale, sur l'attachement aux valeurs immuables de la Religion de Dieu. Cependant, son discours ne se nourrit pas de passéisme et de conservatisme en matière politique, sociale et économique. Il est à même de passer au crible l'apport des dimensions intellectuelles et

technologiques de la modernité et, partant, de s'appropriier leurs manifestations positives en vue de les conformer à ses propres aspirations. Certes, l'islamisme prône le retour au texte coranique et à la Sunna du Prophète (p.s.s.l.) et les érige en fondements de la pensée et de l'action dans une perspective de rénovation politique, sociale et économique. Dans ce domaine, il combat, toutefois, la fixation sur les traditions surannées et tend plutôt vers le renouvellement de la compréhension de l'Islâm, sans se départir de sa pureté originelle. A ce titre, s'il se confond avec le fondamentalisme, quant à la formation des fins, il s'en sépare sur le plan des méthodes de travail et de hiérarchisation des priorités immédiates, des moyens d'approche et des itinéraires d'action, lesquels se précisent en fonction du contexte culturel, social et politique.

Le traditionalisme qui rend compte d'une conduite politico-religieuse figée ne convient pas aux partisans d'une politique qui se réfère aux deux sources principales de l'Islâm dès lors que «*l'ijtihâd*» rénovateur préconisé s'appuie sur une lecture dépouillée de littéralisme, de rigidité et se situe au-delà d'une politique antérieure, effacée par le progrès technologique. Ainsi, «*l'islamisme*» ne projette pas l'émergence de générations passives, cloîtrées dans les lieux de culte et enracinées dans les rêves du passé, mais bien la formation de militants dynamiques, capables de concrétiser la Parole de Dieu qui a fait des créatures humaines Ses «représentants» sur la terre. Etant porteur d'un projet politique de transformation, il combat la sclérose de la pensée et l'inertie de la volonté, sources de stagnation et de suicide moral. C'est dire que ses défenseurs ne se réclament pas de ce traditionalisme synonyme de blocage, sinon de régression. Ils se veulent être des Musulmans au service de la vision coranique de l'humanité et du monde, laquelle fonde sa justice sociale sur la spiritualité, opposée à la laïcité véhiculaire du matérialisme, sur la Umma, société égalitaire de fraternité et de solidarité, sur l'institution de «*la chûra*» dans les relations politiques, sociales et économiques et de «*l'ijmâ'*» pris dans son sens de «*majorité absolue et relative des voix, selon le cas des figures*».

Le discours idéologique prend en charge maintes formes de pensée et de comportement de l'ancien colonisateur et des puissances économiques actuelles, sans réfléchir aux traditions que l'intériorisation des modèles de ces derniers peuvent provoquer dans l'univers des sociétés musulmanes. Si hier, le colonisateur a subi une défaite politique, voire même militaire, ses références institutionnelles, administratives, littéraires, architecturales... pénètrent les coutumes et s'érigent en critères de mutations socio-économiques. Les auteurs de l'ordre économique en vigueur veulent en faire le générateur d'une philosophie universelle mais dépouillée d'une large part des valeurs identitaires des sociétés musulmanes. Le prétexte technologique est brandi pour justifier le refus de certaines ruptures intellectuelles. C'est ainsi que des valeurs, contre lesquelles les peuples musulmans ont combattu vigoureusement au prix de sacrifices humains énormes, progressent au sein des familles en particulier et des structures sociales en général, sans que les ancrages sur le socialisme marxisant et le libéralisme matérialiste aient tenu vraiment leurs promesses politiques et économiques.

Les livres offrent de notre passé une image de grandeur absente dans l'aire civilisationnelle actuelle des peuples musulmans. Le décalage constaté est attribué à l'incapacité de l'Islâm de répondre aux défis des temps modernes, alors que le mal provient de la dissociation de la raison des données islamiques et de l'amputation des projets envisagés de leurs racines culturelles. Le progrès n'est perçu que dans ses manifestations apparentes, exprimées par les besoins matériels. Il tend à balayer de son chemin les idées et les modes de vie propres à régénérer d'autres civilisations. Ainsi, la légitimité spirituelle est écartée des représentations et des propositions, sa substance islamique est abandonnée avec la perspective de désintégrer la personnalité de la Umma et de détruire la Vérité qui l'identifie. C'est bien l'aliénation à autrui et le manque de confiance en soi qui constituent le véritable sous-développement, dès lors que la construction du devenir se conçoit sous la contrainte d'éléments civilisationnels produits sous d'autres cieux que ceux de l'aire islamique.

Certes, l'entrée dans la sphère civilisation universelle est une nécessité que nul ne dément. Il reste que l'apport étranger doit se fondre dans le cadre dialectique où le fond spécifique de chaque peuple musulman s'incorpore dans l'espace islamique, lequel se déploie sur les réalités récentes, plutôt que de se juxtaposer au patrimoine et aboutir à l'émergence de deux mondes différents, voire opposés, dans une seule et même société. A cet effet, le besoin d'un rééquilibrage lié au ressourcement culturel s'impose. Il ne se présente pas comme une simple solution de rechange aux autres analyses politiques, mais l'alternative doit traduire ce qu'il y a de plus profond dans l'âme humaine. Ce procédé appelle de nouvelles dispositions intellectuelles qui naissent et se développent à partir de nouvelles lectures, purifiées des concepts importés et des idées toutes faites. Autrement dit, les générations présentes et futures doivent se définir en une unité culturelle et se réislamiser aux sources de l'authenticité.

La résurgence de la personnalité islamique procède, par conséquent, de la réappropriation de son legs et de la re-lecture critique de ce dernier, de manière à remettre en cause les méthodes importées, soit pour résister à leur invasion, soit encore pour les articuler au vécu et aux aspirations des sociétés musulmanes. La tâche est d'autant plus délicate que l'Islâm subit, aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur, des attaques destinées à finaliser sa destruction et que les tentatives de l'étranger s'appuient sur des techniques médiatiques et technologiques redoutables.